La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2017 : déficit budgétaire de 10,4 milliards de dollars

Le mois de mars 2017 s'est soldé par un déficit budgétaire de 10,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit budgétaire de 9,4 milliards en mars 2016. Les revenus ont augmenté de 1,0 milliard (4,2 %), la hausse des revenus fiscaux ayant été compensée en partie par la baisse des revenus de cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,7 milliard (5,3 %), sous l'effet de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard (14,2 %), en raison de rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

D'avril 2016 à mars 2017 : déficit budgétaire de 21,8 milliards de dollars

Pour la période d'avril à mars de l'exercice 2016-2017, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 21,8 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 2,0 milliards pour la même période de l'exercice 2015-2016. Les revenus ont augmenté de 0,6 milliard (0,2 %), du fait que la hausse des revenus fiscaux a été en partie compensée par la baisse des revenus de cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 21,7 milliards (8,2 %), sous l'effet de la croissance des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,2 milliard (4,7 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Les résultats mensuels d'avril 2016 à mars 2017 ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs tiendront également compte des rajustements de fin d'exercice effectués en fonction des nouvelles données disponibles, notamment au titre des revenus fiscaux par suite des cotisations fondées sur les déclarations de revenus. Compte tenu des rajustements de fin d'exercice, les résultats cumulatifs de l'exercice sont conformes dans l'ensemble à la projection d'un déficit de 23,0 milliards de dollars pour 2016-2017 publiée dans le budget de 2017.

Le gouvernement publiera à l'automne les résultats définitifs vérifiés de 2016-2017 dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada*.

Mars 2017

Le mois de mars 2017 s'est soldé par un déficit budgétaire de 10,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 9,4 milliards enregistré en mars 2016.

Les revenus ont totalisé 25,1 milliards de dollars en mars 2017, en hausse de 1,0 milliard par rapport à mars 2016.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (11,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (21,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,3 milliard de dollars (59,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard de dollars (3,2 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont diminué de 0,3 milliard, les taxes sur l'énergie ont augmenté de 23 millions, les droits de douane à l'importation ont diminué de 24 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 20 millions de dollars (0,9 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de

0,6 milliard de dollars (16,8 %), en raison de la baisse des revenus des sociétés d'État et des revenus découlant des intérêts et pénalités.

Les charges de programmes ont totalisé 33,2 milliards de dollars en mars 2017, en hausse de 1,7 milliard (5,3 %) par rapport à mars 2016.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (13,5 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,7 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard (14,8 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,5 milliard (32,1 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (5,1 %), en raison surtout des augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des transferts de péréquation.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (2,4 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 0,1 milliard de dollars (1,4 %).
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (4,6 %), sous l'effet de l'augmentation des charges des sociétés d'État et des rajustements de fin d'exercice effectués au titre de l'évaluation des actifs et des passifs.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (14,2 %), en raison de rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

D'avril 2016 à mars 2017

La période d'avril à mars de l'exercice 2016-2017 s'est soldée par un déficit budgétaire de 21,8 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 2,0 milliards pour la même période de 2015-2016.

Les revenus ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (0,2 %), pour atteindre 290,2 milliards.

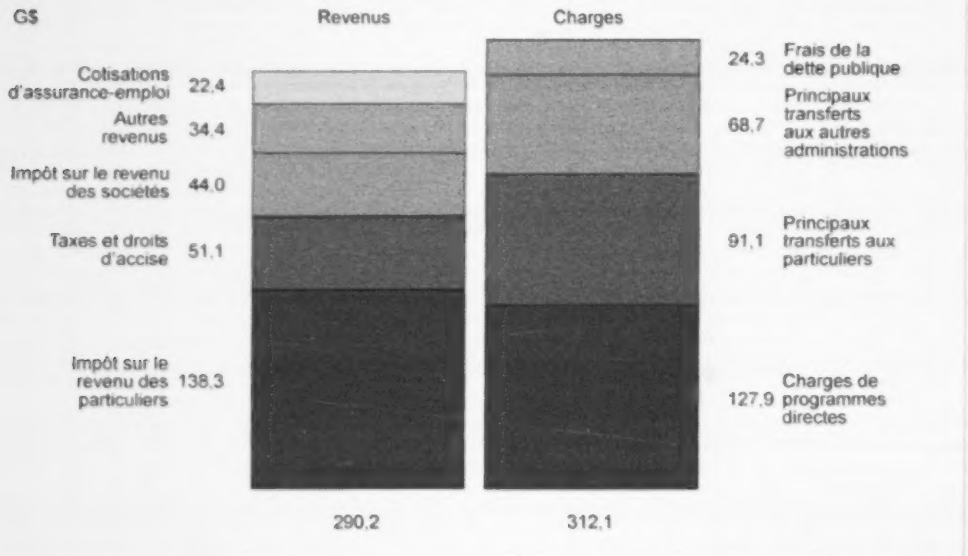
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (0,2 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (5,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (8,2 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (1,1 %). Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 0,6 milliard, les taxes sur l'énergie et les autres taxes et droits d'accise ont tous deux diminué de 0,1 milliard, et les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,4 milliard de dollars (1,8 %).
- Les autres revenus ont diminué de 2,5 milliards de dollars (8,4 %). Cette diminution est surtout attribuable au gain de 2,1 milliards réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement.

Les charges de programmes ont totalisé 287,7 milliards de dollars, en hausse de 21,7 milliards (8,2 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 8,3 milliards de dollars (10,0 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,7 milliards (5,9 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,4 milliard (7,4 %), et les prestations pour enfants ont augmenté de 4,2 milliards (23,2 %), principalement sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,8 milliards de dollars (4,3 %), en raison surtout des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 10,6 milliards de dollars (9,1 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 6,0 milliards de dollars (16,9 %) sous l'effet de différents facteurs, dont le remboursement anticipé de contributions effectué par Pratt & Whitney Canada en 2015-2016, qui a fait diminuer les paiements de transfert au cours de cet exercice, ainsi que l'augmentation des transferts au titre des réclamations payées et des dépenses d'infrastructure au cours du présent exercice.
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 4,7 milliards de dollars (5,7 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des charges des sociétés d'État et des charges au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,2 milliard de dollars (4,7 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril 2016 à mars 2017)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 25,7 milliards de dollars d'avril 2016 à mars 2017

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes

créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 21,8 milliards de dollars et des besoins financiers de 3,9 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2016 à mars 2017 s'est soldée par des besoins financiers de 25,7 milliards, comparativement à des besoins financiers de 12,6 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 24,8 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 25,7 milliards de dollars en réduisant ses soldes de trésorerie de 0,9 milliard et en augmentant la dette non échue de 24,8 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de mars 2017, les soldes de trésorerie s'élevaient à 36,9 milliards de dollars, soit 0,9 milliard de moins qu'à la fin de mars 2016.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Mars		Avril à mars	
	2016	2017	2015-2016	2016-2017
Opérations budgétaires				
Revenus	24 105	25 113	289 591	290 229
Charges				
Charges de programmes	-31 489	-33 158	-266 019	-287 730
Frais de la dette publique	-2 052	-2 343	-25 536	-24 345
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-9 436	-10 388	-1 964	-21 846
Opérations non budgétaires	11 007	5 836	-10 614	-3 867
Ressources ou besoins financiers	1 571	-4 552	-12 578	-25 713
Variation nette dans les activités de financement	-6 561	-2 503	22 473	24 769
Variation nette dans l'encaisse	-4 990	-7 055	9 895	-944
Encaisse à la fin de la période			37 845	36 901

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Mars			Avril à mars		
	2016 (M$)	2017 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 452	11 696	11,9	138 040	138 293	0,2
Impôt sur le revenu des sociétés	3 601	4 389	21,9	41 701	43 953	5,4
Impôt sur le revenu des non-résidents	501	201	-59,9	6 384	6 905	8,2
Total des impôts sur le revenu	14 554	16 286	11,9	186 125	189 151	1,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 462	2 211	-10,2	33 673	34 280	1,8
Taxes sur l'énergie	438	461	5,3	5 649	5 597	-0,9
Droits de douane à l'importation	473	449	-5,1	5 372	5 441	1,3
Autres taxes et droits d'accise	388	519	33,8	5 888	5 799	-1,5
Total des taxes et droits d'accise	3 761	3 640	-3,2	50 582	51 117	1,1
Total des revenus fiscaux	18 315	19 926	8,8	236 707	240 268	1,5
Cotisations d'assurance-emploi	2 326	2 306	-0,9	22 831	22 420	-1,8
Autres revenus	3 464	2 881	-16,8	30 053	27 541	-8,4
Total des revenus	24 105	25 113	4,2	289 591	290 229	0,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Mars			Avril à mars		
	2016 (M$)	2017 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 903	4 124	5,7	45 494	48 177	5,9
Prestations d'assurance-emploi	1 590	1 826	14,8	19 440	20 877	7,4
Prestations pour enfants	1 522	2 010	32,1	17 929	22 085	23,2
Total	7 015	7 960	13,5	82 863	91 139	10,0
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 835	2 996	5,7	34 025	36 058	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 080	1 112	3,0	12 959	13 348	3,0
Total	3 915	4 108	4,9	46 984	49 406	5,2
Accords fiscaux et autres transferts	1 844	1 775	-3,7	21 345	21 596	1,2
Villes et collectivités du Canada	37	38	2,7	1 973	2 102	6,5
Abattement d'impôt du Québec	-371	-222	-40,2	-4 451	-4 451	0,0
Total	5 425	5 699	5,1	65 851	68 653	4,3
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	270	365	35,2	1 289	1 567	21,6
Emploi et Développement social Canada	945	1 627	72,2	6 273	8 101	29,1
Affaires mondiales Canada	1 535	1 041	-32,2	4 366	4 146	-5,0
Santé Canada	333	401	20,4	2 985	3 225	8,0
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	1 484	1 411	-4,9	7 775	8 960	15,2
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	467	1 108	137,3	1 404	4 204	199,4
Autres	2 072	1 051	-49,3	11 091	10 940	-1,4

Total	7 106	7 004	-1,4	35 183	41 143	16,9
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	726	1 025	41,2	8 562	9 438	10,2
Défense nationale	3 814	3 744	-1,8	24 474	25 535	4,3
Tous les autres ministères et organismes	7 403	7 726	4,4	49 086	51 822	5,6
Total des autres charges de programmes directes	11 943	12 495	4,6	82 122	86 795	5,7
Total des charges de programmes directes	19 049	19 499	2,4	117 305	127 938	9,1
Total des charges de programmes	31 489	33 158	5,3	266 019	287 730	8,2
Frais de la dette publique	2 052	2 343	14,2	25 536	24 345	-4,7
Total des charges	33 541	35 501	5,8	291 555	312 075	7,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Mars		Avril à mars	
	2016	2017	2015-2016	2016-2017
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-9 436	-10 388	-1 964	-21 846
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-112	-3 141	-4 091	-7 125
Autres activités d'investissement	770	663	-5 340	-7 452
Régimes de retraite et autres passifs	-58	337	4 381	7 111
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	8 706	7 126	282	3 763
Opérations de change	2 836	-856	-8 520	-5 259
Amortissement des immobilisations corporelles	-1 135	1 707	2 674	5 095
Total des autres activités	10 407	7 977	-5 564	3 599
Total des opérations non budgétaires	11 007	5 836	-10 614	-3 867
Ressources ou besoins financiers	1 571	-4 552	-12 578	-25 713

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Mars		Avril à mars	
	2016	**2017**	**2015-2016**	**2016-2017**
Ressources ou besoins financiers	1 571	-4 552	-12 578	-25 713
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	730	-1 700	16 208	32 240
Bons du Trésor	-4 100	200	2 400	-1 400
Titres au détail	4	-23	-585	-543
Total	-3 366	-1 523	18 023	30 297
Emprunts en devises	-1 232	-1 110	2 215	-4 873
Total	-4 598	-2 633	20 238	25 424
Réévaluation de swaps de devises	-1 996	339	1 722	-628
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	49	-203	751	275
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-16	-6	-238	-302
Variation nette dans les activités de financement	-6 561	-2 503	22 473	24 769
Variation dans l'encaisse	-4 990	-7 055	9 895	-944

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2016	31 mars 2017	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	127 853	138 645	10 792
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	504 068	536 308	32 240
Bons du Trésor	138 100	136 700	-1 400
Titres au détail	5 076	4 533	-543
Total partiel	647 244	677 541	30 297
Payable en devises	22 482	17 609	-4 873
Compte de réévaluation de swaps de devises	8 391	7 763	-628
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 047	5 322	275
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 047	4 745	-302
Total de la dette non échue	688 211	712 980	24 769
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 227	151 526	-701
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	85 681	93 417	7 736
Autres passifs	5 602	5 678	76
Total des régimes de retraite et autres passifs	243 510	250 621	7 111
Total de la dette portant intérêt	931 721	963 601	31 880
Total des passifs	1 059 574	1 102 246	42 672
Actifs financiers			

Trésorerie et créances	154 688	160 774	6 086
Comptes d'opérations de change	93 539	98 798	5 259
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	115 957	125 045	9 088
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 639	1 639	0
Total des actifs financiers	365 823	386 256	20 433
Dette nette	693 751	715 990	22 239
Actifs non financiers	77 765	79 795	2 030
Dette fédérale (déficit accumulé)	615 986	636 195	20 209

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 mars 2017 inclut des gains de 1,6 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2016 à mars 2017.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Mai 2017

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2017)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134